

Du Coca au Nokia ? Smart power, philanthrocapitalisme et téléphonie mobile.

Laurence Allard, Maître de conférences, Université Lille III

Comment le téléphone mobile est-il utilisé par les Etats dans le cadre de leur diplomatie ? Le cas des Etats-Unis qui, de Haïti en Guinée en passant par l'Afghanistan, se montrent, en particulier sous la houlette de la Secrétaire d'Etat ou du milliardaire Bill Gates, très actifs dans les pays pauvres, en révèle les enjeux, en termes d'influence mais également au plan économique avec la montée d'un « philanthrocapitalisme » à l'échelle mondiale.

Haïti SMS 4636 : un terrain d'action total

Lorsque, le 12 janvier 2009, la terre s'est mise à trembler à Haïti, un vaste élan de solidarité internationale s'en est suivi immédiatement. Le don par mobile y a occupé une place nouvelle et prépondérante. Il a rapporté à la Croix Rouge américaine 35 millions de dollars aux USA et, à l'initiative de l'AFOM, 100 000 euros en France.

Mais d'autres fonctionnalités de la téléphonie mobile ont été utilisées lors des heures qui suivirent la catastrophe : le SMS et la géolocalisation. Un dispositif de cartographie des besoins en secours et des demandes d'aide des appels des familles de disparus a été mis en place, à partir du système kenyan *Ushahidi*¹. L'un de ses développeurs, David Kobia, a été contacté par Patrick Meier, un enseignant-chercheur spécialisé dans la cartographie de crise (le *crisis mapping*) pour mettre en place une action dite de *Location Based Mobile Alerts*. Cette action pris toute son ampleur quand l'opérateur *Digicel*, qui touche un quart des habitants du pays, lança un numéro d'urgence unique (le 4636) avec rechargement de 5\$ par appel. Les rapports signalant les disparitions, le manque de nourriture ou d'eau dans les orphelinats, ou les problèmes de personnes rescapées, étaient traduits en français, anglais et créole par deux ONG *Samasource* et *Crowdfunder*. Puis ces SMS étaient localisés, vérifiés et catégorisés avant d'être publiés sur la carte d'Haïti par une équipe de volontaires rassemblés à la *Fletcher School of Law and Diplomacy*, où enseigne le coordinateur du projet aux USA². Grâce à une passerelle SMS mis en place par InSTEDD³ une *start up* américaine travaillant dans le domaine des technologies au service des situations de crise et des catastrophes naturelles, il était possible pour les personnels d'urgence comme la Croix Rouge, mais aussi pour les *Marines*

¹ Système mis en place par des citoyens du Kenya en 2007 lors d'affrontement post-électorales : <http://www.ushahidi.org>

² Cf le récit de ces journées <http://irevolution.wordpress.com/2010/01/26/haiti-power-of-crowdsourcing/> et <http://irevolution.wordpress.com/2010/02/20/sms-disaster-response/>

³ <http://www.instedd.org/>

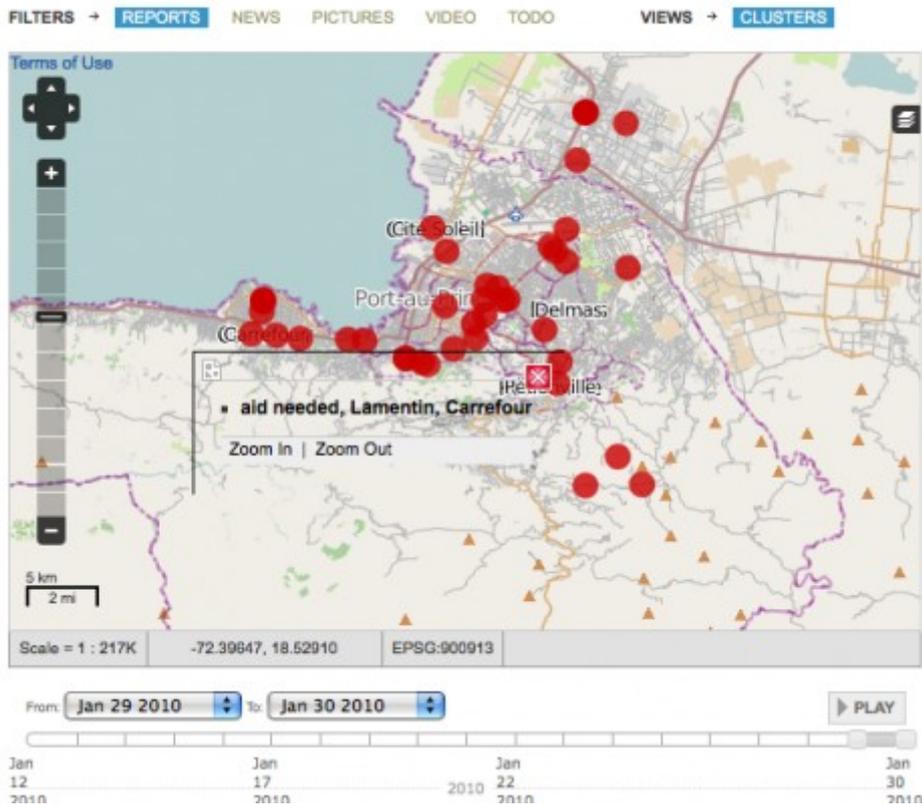
américains, de recevoir, par SMS, les rapports d'alerte signalant une situation dangereuse et sa localisation. Les SMS étaient également envoyés sur d'autres sites, développés lors des *Crisis Camp* organisés dans plusieurs villes américaines depuis la catastrophe. Par exemple, le *People Finder* de Google, qui permettait en rentrant un nom de retrouver un disparu ou un rescapé signalé par d'autres⁴.

Cette initiative hautement technique, utilisée par les secours sur place, a été remarquée par la Secrétaire d'Etat Hilary Clinton. Ce n'est pas un hasard puisque son conjoint a été, à travers sa Fondation, l'un des principaux acteurs de l'aide à Haïti (aide qui n'a pas été totalement concrétisée comme lors de l'épidémie de choléra en novembre 2010). Dans le discours fondateur de sa diplomatie digitale, prononcé le 21 janvier 2010, Hilary Clinton souligna l'apport du téléphone mobile à Haïti : « La communauté technique a mis en place la technologie des cartes interactives pour nous aider à identifier les besoins et cibler les ressources. Et ce lundi, une fillette de sept ans et deux femmes ont été retirées des décombres d'un supermarché qui s'était effondré par une équipe américaine de recherche et de sauvetage après avoir envoyé un texto appelant à l'aide».

La secrétaire d'Etat affirma ensuite la nécessité de placer les technologies digitales dans les mains du peuple pour faire avancer la démocratie et les droits de l'homme. Pour ce faire, elle en appella à « un partenariat entre l'industrie le monde académique et les organisations non gouvernementale afin d'établir un effort permanent qui permettra d'exploiter la puissance des technologies de connexion et de les appliquer à nos objectifs diplomatiques. En s'appuyant sur les téléphones mobiles, les applications de cartographie et autres nouveaux outils, nous pouvons donner aux citoyens plus de pouvoir et fortifier notre diplomatie traditionnelle. Nous pouvons combler les lacunes dans le marché actuel de l'innovation ». Et de conclure, en rappelant le sauvetage de la fillette haïtienne, qu'« aucune nation, aucun groupe, aucun individu ne devrait rester ensevelis sous les décombres de l'oppression. Nous ne pouvons pas tolérer que les gens soient séparés de la famille humaine par les murs de la censure. Et nous ne pouvons pas rester silencieux sur ces questions tout simplement parce que nous ne pouvons pas entendre les cris ».⁵

⁴ <http://haiticrisis.appspot.com/>

⁵ <http://www.state.gov/secretary/rm/2010/01/135519.htm>



Carte Ushahidi Haïti janvier 2010 <http://haiti.ushahidi.com/>

Smart power : le laboratoire de l'Afghanistan

Sans entrer dans de longs débats autour de la notion de *Smart Power*, proposée en 2004 par l'actuelle présidente de l'organisation *Human Rights Watch*⁶ afin de disqualifier la politique militariste de l'équipe Bush, et reprise par l'actuelle Secrétaire d'Etat pour définir la politique diplomatique sous la gouvernance Obama, rappelons en quelques mots que le *smart power* ou pouvoir de l'intelligence s'identifie au choix des outils diplomatiques, économiques, militaires, politiques, légaux ou culturels, à bon escient selon la situation. Il est souvent présenté comme une variante du *Soft power* de Joseph Nye énoncé en 1990 dans *Bound to Lead*⁷, c'est-à-dire la capacité d'influencer indirectement à travers des moyens non coercitifs (structurels, culturels ou idéologiques). Thématisé en janvier 2009 par Hilary Clinton dans son discours d'intronisation devant la Commission Sénatoriale des Affaires Etrangères⁸, le *Smart Power*, depuis les événements d'Haïti,

⁶ <http://www.foreignaffairs.com/articles/59716/suzanne-nossel/smart-power>

⁷ New York, Basic Books, 1990.

⁸ <http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99290981>

doit aussi comprendre la panoplie des outils technologiques, comme le mobile ou la cartographie de crise⁹.

C'est sur le terrain de l'Afghanistan, que l'on peut observer au mieux l'utilisation du mobile comme outil d'influence dans le cadre de cette politique diplomatique à l'intelligence augmentée par les technologies. Dans ce pays comptant 29 millions d'habitants, 12 millions sont abonnés au téléphone portable et 52% de la population a accès à un téléphone mobile. 65% d'entre eux envoient des SMS et plus de la moitié écoutent la radio sur leur portable (suivant les chiffres du gouvernement afghan en 2009). L'armée américaine en Afghanistan a remarqué que les talibans étaient plus présents dans les zones peu couvertes par la téléphonie mobile. On peut ainsi parler d'une « guerre du mobile » à laquelle se livrent américains et talibans. Un séminaire de l'*United States Institut of Peace*, émanation du congrès américain en matière de réflexion sur la paix et la diplomatie dans le monde, a été organisé en juin 2010 spécifiquement autour du rôle du mobile dans la construction de la paix en Afghanistan. Il s'agissait de comprendre comment le mobile intervient dans la lutte anti-corruption. D'une part comme média pour contrebalancer l'influence des extrémistes et, d'autre part, comme support de développement en matière de santé, éducation, commerce, agriculture¹⁰. L'armée US a ainsi investi 113 millions de dollars pour les communications civiles. Elle a élaboré une véritable stratégie mobile avec notamment la création d'une « radio pédagogique » à écouter depuis son mobile. Le téléphone portable est ainsi considéré par les forces américaines comme un support de propagande, de paiement sécurisé et de moteur de développement économique¹¹. Dans la lignée du programme de collaboration entre entreprises, ONG et gouvernement prônée par la secrétaire d'Etat, la monnaie mobile, sur le modèle du système de *mBanking* M-PESA¹², s'est aussi systématisée. Afin d'éviter la corruption, la police afghane paye ses employés par un système baptisé M-PAISA. Basé sur un modèle mixte de paiement d'une part, par SMS sécurisé par le biais de la carte SIM et, d'autre part, par des transferts d'argent via répondeur vocal (dans un pays qui compte 70% d'analphabètes, le texto n'est pas le meilleur choix), M-PAISA s'étend aux employés de la société qui

⁹ Pour le rôle joué par Twitter et Youtube au sujet de l'Iran en juin 2009 et leurs implications dans la diplomatie digitale d'Hilary Clinton cf la série d'articles co-rédigés avec Olivier Blondeau : « Aux yeux du monde : [iran, mobile et vidéo](http://www.fondapol.org/les-travaux/politique-2zero/single-innovation-theorie/titre/aux-yeux-du-monde-bsp-mobile-iran-et-video.html) », juin 2009 : <http://www.fondapol.org/les-travaux/politique-2zero/single-innovation-theorie/titre/aux-yeux-du-monde-bsp-mobile-iran-et-video.html> et « #iranlection #gr88 #neda Please RT : mais qu'a donc fait Twitter en Iran ? », juin 2009 : <http://www.fondapol.org/les-travaux/politique-2zero/single-innovation-theorie/titre/iranelection-gr88-neda-please-rt-mais-qua-donc-fait-twitter-en-iran.html>. Il faut aussi savoir qu'un programme intitulé « The Voice Act" a été voté par le Sénat en juillet 2009 allouant 55 millions de dollars pour aider les iraniens à diffuser des informations sur la répression et les actions contre le régime via les technologies de communication. A noter que les USA seraient tentés de faire de même via le téléphone portable en Libye durant la guerre civile qui a débuté depuis les manifestations du 17 février 2011 : <http://www.pri.org/science/technology/can-cell-phones-bring-down-gaddafi2743.html>

¹⁰ <http://www.usip.org/events/can-you-help-me-now-mobile-phones-and-peacebuilding-in-afghanistan>

¹¹ <http://www.businessweek.com/news/2010-03-22/mobile-phones-combat-taliban-s-afghan-information-wastelands.html>

¹² Le système M-PESA fonctionne sur la base de la carte SIM et permet aux abonnés mobile d'ouvrir un compte en banque de dépôt et de transfert : <http://www.safaricom.co.ke/index.php?id=250>. Ce sont la Fondation Rockefeller, l'opérateur Vodafone ainsi que Western Union puis maintenant le réseau de banque Equity qui sont les partenaires de ce service pionnier de mBanking.

a mis en place ce service et donc, par extension, à de plus en plus de petits commerces qui acceptent cet argent mobile. A terme l'idée est de généraliser le paiement par mobile pour éviter les problèmes de corruption engendrés par le cash. Avec l'aide du GSMA et de la Fondation Bill Gates, M-PAISA réinvente la monnaie sans banques au pays du pavot. A noter ici, une première apparition de la Fondation Bill Gates dans la diplomatie étatsunienne, qui définit aussi le modèle d'affaire de la *smart diplomacy* entre capitalisme et philanthropie, sur lequel nous reviendrons plus loin¹³.

C'est encore à l'initiative de l'USIP, qu'un nouveau champ d'usage diplomatique du mobile a émergé autour d'un projet inédit de *Mobile Land Management*. Il s'agit d'utiliser les téléphones portables pour que les habitants signalent les conflits fonciers et surveillent les décisions d'arbitrage et leurs applications. Depuis la découverte de ressources rares comme le Lithium et dans le contexte de la désorganisation du système judiciaire et des menaces des Talibans, les conflits de propriété foncière ne cessent de se multiplier alors même que 80% des afghans vivent de la terre. Utilisant les fonctionnalités de photographies et de GPS du mobile, une initiative dite "Route de la soie digitale" vise à répertorier les terres sources de conflits et de permettre ainsi d'aider la justice à résoudre les problèmes à l'aide de ces données¹⁴.

Parmi les nombreuses initiatives autour de l'Afghanistan, issues d'autres pays¹⁵ d'organisations non gouvernementales, en marge de la diplomatie clintonienne, on peut citer le projet *Alive in Afghanistan*¹⁶. Dans le cadre des élections présidentielles de 2009, *Ushahidi*, le système de cartographie actualisable par des rapports SMS, des *tweets* (issus du site Twitter) ou des mails, a été déployé. Il a continué à être utilisé plusieurs mois durant à partir des témoignages d'habitants du pays sur la sécurité, la reconstruction et la santé. Et ce, à l'initiative de *Small World News*, créée par des documentaristes cherchant à fournir des outils aux journalistes et aux citoyens et de *Pajhwok Afghan*, une agence de presse indépendante basée à Kaboul.

La reconnaissance du dispositif de visualisation de rapports SMS en temps d'urgence humanitaire ou sur les terrains à risque semble profondément acquise aux USA avec par exemple la Fondation ICT4Peace réunissant d'anciens ambassadeurs et diplomates, qui a fait sien la cartographie de crise¹⁷. *Ushahidi*, *Small World News* mais aussi *Samasource*, *Crisis Mapper* et d'autres organisations mentionnées jusqu'ici qui ont œuvré à Haïti ou en Afghanistan, ont participé à une rencontre avec le Secrétariat d'Etat et le *U.S. Center for Citizen Diplomacy* (USCCD) afin de

¹³ <http://techcrunch.com/2010/10/17/m-paisa-ending-afghan-corruption-one-text-at-a-time>

¹⁴ <http://ndn.org/blog/2010/06/mobile-technology-and-land-dispute-resolution-afghanistan>

¹⁵ Ainsi, lors des dernières élections législatives afghanes, la formation anglaise Institut for War and Peace Reporting a mis en place un ensemble d'informations accessibles par mobile. Parmi les actions du *WPR voter awareness cell phone project*, 5,4 millions de SMS ont été envoyés à 2,2 millions de personnes à travers le pays avant et après l'élection du 18 Septembre 2010. Des textos informatifs sur les élections en dari et en pachtout ont été sélectionnés en coopération avec la Commission afghane indépendante des élections, la CEI. Enfin, a été également intégré un système de réponse vocal interactif, c'est à dire un service de nouvelles audio via les téléphones mobiles permettant à des milliers d'Afghans d'accéder aux informations envoyées plusieurs fois par jour à partir d'une équipe de journalistes depuis Kaboul. <http://iwpr.net/report-news/iwpr-reaching-millions-afghan-voters>

¹⁶ <http://www.pbs.org/idealab/2010/10/innovative-sms-driven-news-project-takes-root-in-afghanistan295.html>

¹⁷ <http://ict4peace.org/updates/connecting-crisismapping-to-the-united-nations>

développer le volontariat dans les 1000 ONG étatsuniennes engagées dans des actions liées aux affaires étrangères et à la diplomatie, afin d'en porter le nombre de 60 millions à 120 millions en 2020¹⁸. La Smart Diplomacy aurait-elle aussi besoin de bras ?

A la conquête de l'Afrique.

Comme on le voit le système cartographique *Ushahidi* est plébiscité pour les actions gouvernementales et non-gouvernementales de la diplomatie étatsunienne. Inventé au Kenya en temps de crise post-électorale, il est intéressant de voir comment il est utilisé, et plus largement, comment le principe même de la surveillance citoyenne d'élections, en vertu d'une idéologie de la transparence politique au centre des préoccupations de la gouvernance Obama, se trouve exportée en Afrique par l'intermédiaire de l'action des fondations américaines.

La diplomatie de la transparence : Sousveillance, transparence et accountability. La téléphonie mobile dans les initiatives citoyennes des démocraties émergentes africaines

La surveillance d'élections par les habitants et citoyens dans les démocraties émergentes d'Afrique s'est intensifiée sous l'exemple des promoteurs d'*Ushahidi* au Kenya. Ces derniers ont réitéré leur action pour le vote sur la nouvelle constitution du pays en août 2010. Tout au long de l'année 2010, la plate-forme a été déployée à des fins de monitoring des élections au Soudan en avril 2010, en Ethiopie en juillet 2010, en Egypte pour les élections législatives d'octobre 2010¹⁹, en Tanzanie et en Côte d'Ivoire en octobre 2010. Au Libéria, en attendant les élections d'octobre 2011, un site est déjà prêt à fonctionner²⁰. Cette activité de contrôle, par les électeurs eux-mêmes, du processus électoral a également pu s'effectuer par SMS sans système de cartographie. Ainsi au Ghana, une association baptisée CODEO, a établi dès 2008, des rapports par SMS sur le déroulement du vote²¹. Ces rapports envoyés par le biais du téléphone portable, plus répandu en Afrique que l'ordinateur, pointent les fraudes (pas de possibilité de voter, bulletins pour des candidats qui manquent...) mais aussi des irrégularités pendant la campagne (harcèlements, illégalité de certaines actions, haine raciale...) et surtout, ils permettent de signaler les problèmes de violence post-électorale, allant des arrestations aux meurtres.

¹⁸ <http://mobileactive.org/new-media-mobiles-citizen-diplomacy>. Parmi les participants : Citizen Diplomacy : Soliya; Digital Democracy - Project Einstein; Live Mocha; Alliance for Youth Movements; I Know Politics; Crisis Mappers; BarCamp; Global Voices Online; IndyMedia; Small World News; Meedan.net; Ushahidi; Access Now; SamaSource; One Voice Movement; MidEast Youth; VideoLetters Project; Genocide Intervention Network (GI-Net); Save Darfur; iACT; Invisible Children; One Million Voices Against FARC; Survivors Connect; Avaaz.org.

¹⁹ Signalons aussi ce document permet de signaler par vidéos des fraudes durant ces élections : https://spreadsheets.google.com/a/eipr.org/viewform?hl=en_GB&formkey=dFZOaVBfODBoTU05R2RkdUpGczhtUEE6MQ#gid=0

²⁰ Le lien vers toutes les actions citées : <http://blog.ushahidi.com/index.php/category/elections/>

²¹ Le compte rendu dans <http://mobileactive.org/sms-critical-election-observation-ghana>

La mise en visibilité par des habitants du pays, dans l'espace transnational du web, des actes délictueux dans le processus électoral, peut être considérée comme un facteur de stabilisation politique qui encourage les investissements économiques. C'est ce que conseillent explicitement deux chercheurs américains en Sciences Politiques : « Les élections dans les démocraties émergentes constituent des éléments importants dans les efforts déployés pour gérer les conflits et faciliter tant la réforme politique que la croissance économique. En conséquence, la communauté internationale doit continuer à juste titre, de soutenir les processus électoraux, à la fois diplomatiquement et par des prêts d'importantes ressources techniques²² ».

S'inspirant de ces pratiques de « sousveillance citoyenne », c'est-à-dire de « surveillance de la surveillance » pour reprendre la formule de Steve Mann et Barry Wellman²³, l'Ambassade américaine en Guinée a soutenu la commission électorale du pays dans la mise en place d'un programme de monitoring des premières élections depuis 1958. Il était baptisé : « I vote, I see, I send ». Sur le site officiel du gouvernement américain, Madame l'ambassadeur expliquait ainsi la possibilité, lors des élections du 27 juin 2010, d'envoyer des textos relayés ensuite sur un site web, où ils peuvent être analysés par les observateurs et électeurs. Le but de ce soutien logistique, dit-elle, est de soutenir l'action d'un gouvernement démocratique en faveur de « plus de transparence pour l'avenir du développement économique du pays, en particulier dans l'industrie minière et des ressources naturelles (bauxite, minerai, or, diamants) »²⁴.

The screenshot shows the America.gov website with a navigation menu (Home, American Life, Economy, Global Challenges, International Relations, World) and a news article dated 21 June 2010. The article title is "SMS Texting Program Allows Guinean Voters to Protect Their Votes" and the sub-headline is "Presidential election to take place June 27". The author is Charles W. Corey, Staff Writer. The article text states: "Washington — The citizens of Guinea are preparing for their country's first-ever presidential elections on June 27. A new SMS texting campaign to allow Guineans to monitor their election and protect their votes is one of the ways the United States Embassy there is helping further that country's democratic electoral process." A photo shows a woman, Khadiatou Barry, holding a mobile phone. A caption below the photo reads: "Twenty-year-old widow Khadiatou Barry displays a cell phone image of her husband, killed during a pro-democracy demonstration in Guinea." The URL at the bottom of the page is: <http://www.america.gov/st/democracyhr-english/2010/June/20100621123708SztiwomoD4.38869e-04.html?CP.rss=true>

²² <http://digest.electionguide.org/2010/07/19/long-problem-elections-in-emerging-democracies>

²³ <http://wearcam.org/sousveillance.pdf>

²⁴ Notons que l'ambassade de France a été associée à ce programme avec la mise en place d'un centre de presse <http://www.america.gov/st/democracyhr-english/2010/June/20100621123708SztiwomoD4.38869e-04.html?CP.rss=true>

<http://www.america.gov/st/democracyhr-english/2010/June/20100621123708SztiwomoD4.38869e-04.html?CP.rss=true>

Rappelons que cette problématique de la transparence est d'une grande actualité aux états-Unis. Elle s'inscrit dans le cadre d'une politique plus générale dite *d'open government* ou *gov2.0* alliant transparence gouvernementale et incitation à la participation des citoyens, conçus par le responsable des technologies de communication, Vivek Kundra, à la Maison Blanche, comme des « co-producteurs » de la vie publique et explicitée dans *L'Open Government Directive du 8 décembre 2008*.²⁵ Une politique de transparence que certains militants radicaux ont pris très au sérieux comme la *Sunlight Foundation*²⁶, qui mène une action anti lobbies, mais aussi *Wikileaks*, dont la diplomatie étatsunienne a été la victime à l'occasion de ce que certains ont nommé un « 9/11 » des affaires étrangères²⁷. Cependant, le rôle joué par l'injonction de transparence resterait mal comprise si on ne la relie pas à la notion d'*accountability*. Ce terme, difficile à définir en français, est parfois traduit par celui de « responsabilisation. » Il y a, certes, une dimension de « responsabilisation » qui provient du fait même qu'il y existe une visibilité, une tangibilité acquise grâce au principe de transparence de ce à quoi on veut responsabiliser. Dans le vocabulaire de la sociologie, l'*accountability* désigne une factualité qui engage par le fait même qu'elle est appréhendable sous une certaine forme, comme une carte de localisation des fraudes²⁸. Dans ce raisonnement, la transparence est le principe qui autorise à mettre en visibilité des éléments pour étayer un pacte de factualité - au sens où on ne peut pas nier qu'il s'est passé là quelque chose pour quelqu'un - qui engage chacun dans sa responsabilité. Cette articulation est parfaitement résumée dans le mot d'ordre de la campagne de l'Ambassade des USA en Guinée : « I vote, I see, I send ». Ce slogan vient décrire une séquence d'action où il s'agit d'observer, de réagir en mettant en visibilité, en publicisant les éventuels problèmes.

²⁵ Cf notre article détaillant cette politique de transparence et son lien avec le mobile : « mDemocracy (civic apps, mGov et opendata) : un chantier démocratique et technique » in <http://www.mobactu.fr/?p=56>

²⁶ Cf parmi leurs réalisations cette application pour iPhone et Android de réalité augmentée qui utilise les données gouvernementales rendues publiques sur la répartition des impôts et les géolocalise et permet de visualiser à qui ont été attribuées des subventions : <http://sunlightlabs.com/blog/2009/recoverygov-contracts-your-phone/>

²⁷ Cf parmi les multiples articles sur cette affaire, une relecture des discours de Hilary Clinton à la lumière de la publication de télégrammes diplomatiques par le site Wikileaks : <http://techpresident.com/blog-entry/after-wikileaks-promise-internet-freedom-real> et un article opposant la vision clintonienne évangéliste de la diplomatie digitale avec l'activisme de la publicisation de données brutes de Wikileaks, qui aurait pu aussi éclairer les américains sur leur diplomatie si tel avait été le but de Julien Assange : http://www.huffingtonpost.com/andrew-rosen/post_1364_b_790698.html

²⁸ Cf Harold Garkinkel [1967], *Recherches en ethnométhodologie*, PUF, 2007 qui fait de l'*accountability* le ressort même de l'ordre social suivant cette dynamique entre voir/interpréter/agir.

Cette idéologie de la transparence est à la base d'une initiative lancée au Kenya en 2005. Il s'agit d'un site de surveillance citoyenne du parlement, *Mzalado Watch*²⁹, lancé à l'époque par des habitants du pays pour palier l'absence d'un site officiel. Ce site participe, avec d'autres initiatives dans le monde, du projet *Tech for Transparency*³⁰. Ce réseau est soutenu par Omidyar Networks, fondateur d'eBay. Omidyar Network a récemment annoncé la création d'un fond pour favoriser, en Afrique Subsaharienne, les initiatives axées sur « la technologie qui donnent aux citoyens des outils que les gouvernements tiendront en compte »³¹. Cet investissement de 2 millions d'euros est présenté comme une mission philanthropique pour la transparence. Notons que c'est au Sommet de septembre 2010, de la Clinton Global Initiative, fondée en 2005 par l'ancien président Bill Clinton pour aider les oeuvres de la globalisation économique, que la Fondation Omidyar Network avait annoncé le versement de 55 millions de dollars, dont 25 millions de dollars dédiés à l'innovation dans le domaine mobile. Parmi les autres projets déjà aidés par cette fondation, on peut mentionner *FrontlineSMS*³², une passerelle SMS dédiée à la communication des ONG et souvent associée à la plate-forme *Ushahidi*³³.

L'autre pilier financier de ce réseau « des initiatives technologiques pour la transparence » est Georges Soros, l'un des promoteurs des *hedge funds*, qui à travers sa Fondation *The Open Society*, investi dans des projets de construction d'une « démocratie vibrante et tolérante dont les gouvernements doivent des comptes (*accountable*) aux citoyens »³⁴.

Cette injonction des investisseurs étrangers à la transparence se trouve être également au centre des réflexions actuelles entre chercheurs africains et américains à travers différents colloques comme celui intitulé « *From Impunity to Accountability: Africa's Development in the 21st Century* ». Il s'agit de discuter des « enjeux du développement de l'Afrique dans des pays qui doivent combattre la pauvreté, protéger les droits de l'homme mais aussi accroître l'*accountability* des systèmes électoraux ainsi que la gestion de l'aide internationale »³⁵.

²⁹ *Mzalendo* qui signifie « patriote » en Swahili : <http://www.mzalendo.com/>

³⁰ <http://transparency.globalvoicesonline.org/> . Cf par exemple l'article du réseau *Tech for Transparency* sur l'affaire des télégrammes diplomatiques de Wilileaks dite #cablegate sur Twitter: <http://globalvoicesonline.org/2010/11/30/cable-gate-lessons-on-tech-for-transparency/>

³¹ C'est une ONG néerlandaise, HIVOS, qui administrera le fonds basé à Nairobi http://www.omidyar.com/about_us/news/2010/10/28/omidyar-network-and-hivos-advance-government-transparency-efforts-africa-wi

³² <http://www.frontlinesms.com/>

³³ <http://bit.ly/hhKAMz>

³⁴ <http://www.soros.org/about>

³⁵ <http://www.newschool.edu/cps/africa-conference/>. Dans cette même problématique d'études sur les actions de transparence et d'*accountability*, cf aussi le rapport "Review of Impact and Effectiveness of Transparency and Accountability Initiatives", décembre 2010, commandé par the Policy Research Fund of the UK Department of International Development (DFID) afin d'informer un nouveau réseau de donateurs baptisé "Transparency and Accountability Initiative" avec la Fondation Ford Foundation, Hivos, International Budget Partnership, Omidyar Network, Open Society Institute, Revenue Watch Institute, et la Fondation William and Flora Hewlett Foundation : <http://www.ids.ac.uk/index.cfm?objectid=7E5D1074-969C-58FC-7B586DE3994C885C>

En formulant la question d'une façon un peu abrupte, on peut penser que la demande de transparence qui permet de responsabiliser les différents acteurs d'un pays, hommes politiques et citoyens, permet également de rassurer entrepreneurs et investisseurs (comme le suggérait déjà l'ambassadeuse des USA en Guinée citée plus haut).

Dans ce cadre, le téléphone portable peut être considéré comme un outil idéal d'*accountability*. Il permet à travers les fonctions de SMS mais aussi d'appareils photographiques, de répondeurs téléphoniques, de GPS et d'internet mobile de rendre visible et public des problèmes sous différentes formes : rapports par texto circulant à la vitesse d'un SMS, photos ou vidéos stockées sur carte mémoire, messages téléphoniques, *tweets* localisés envoyés en temps réel sur le web et à d'autres observateurs. Mais d'autres usages du téléphone portable sont aussi favorisés par les investisseurs et philanthropes du nouveau monde, et par la diplomatie étatsunienne.

Des applications pour l'Afrique

Pour impulser des applications citoyennes permettant d'augmenter l'*accountability* des actions des gouvernements, les fonds d'investissement ont besoin de développeurs et des acteurs techniques. C'est pourquoi, depuis la *Silicon Valley*, Hilary Clinton a lancé un appel aux entrepreneurs et technologies dans le monde en déclarant explicitement : «We need your help ». Afin d'utiliser de nouveaux outils comme les téléphones portables pour des services bancaires mobiles ou pour la surveillance des élections, «il est nécessaire, a encore expliqué la Secrétaire d'Etat, de soutenir les personnes derrière ces outils, les innovateurs et les entrepreneurs eux-mêmes. Nous savons que les chefs d'entreprise sont nombreux à vouloir consacrer une partie de l'expertise de leurs entreprises pour résoudre les problèmes dans le monde entier, mais, souvent, ils ne savent pas comment faire. Quel est le point d'entrée? Quelle idée va avoir le plus d'impact? Pour combler cette lacune, nous nous rapprochons de nouveaux partenariats public-privé qui pointent l'expérience sur le terrain de nos diplomates et spécialistes du développement et des ressources de la communauté d'affaires. »³⁶

Cette collaboration entre entrepreneurs et diplomates appelée de ses vœux par Hilary Clinton a permis de faire émerger un espace d'innovation en Afrique, au sein duquel les sociétés américaines ont la part belle. Depuis 2007, Google est implanté en Afrique du Sud, deuxième marché de la téléphonie mobile après le Nigéria, et au Kenya, où 57% de la population était abonnée au mobile en octobre 2010. La firme s'est naturellement intéressée au téléphone portable omniprésent par rapport aux ordinateurs. En lien avec la *Grameen Foundation* spécialisée dans le micro-crédit qui a aidé, dès 1997, des femmes ougandaises – les *Umbrella Ladies* – à développer des petits commerces de téléphonie mobile³⁷, et de l'opérateur MTN, a été mis en place un *AppLab*³⁸. Y sont proposés des services mobiles comme *SMS Tips*, qui répond aux questions sur la santé ou l'agriculture envoyé par

³⁶ Discours du 18 octobre 2010 : <http://bit.ly/exKJoU>

³⁷ Il s'agissait d'acquérir un téléphone portable par micro-crédit et de louer des minutes de communication notamment le long des routes, d'où leur nom d'*Umbrella Ladies* car elles devaient se protéger du soleil. Cf L.Allard, *Mythologie du portable*, ed.Le Cavalier Bleu, 2010.

³⁸ <http://googlemobile.blogspot.com/2009/06/designing-sms-apps-for-mobile-africa.html>

SMS et *Google Trader*, qui met en relation petites entreprises et acheteurs en temps réel, services qui ont reçu un prix au *Mobile World Congress 2010*³⁹

Pour associer citoyens et développeurs informatiques ou mobiles à un *open gouvernement* soucieux de transparence, la gouvernance Obama a promu des concours dédiés aux applications, comme par exemple *Apps4Democracy* basé sur les données publiques ouvertes et réutilisables du site *data.gov*⁴⁰. C'est sur ce modèle qu'une compétition *Apps4Africa* a été lancée en juillet 2010 à Nairobi, au Kenya, par la *Secretary for Public Diplomacy*, Judith McHale, engageant une vingtaine de propositions du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda et la Tanzanie. A noter que l'un des partenaires de ce concours est un espace de travail ainsi qu'un incubateur dédié aux développeurs et entrepreneurs en nouvelles technologies, *iHub*, dirigé par une femme Jessica Colaço et implanté à Nairobi, ville souvent associée à la Silicon Valley de l'Afrique Subsaharienne⁴¹. On remarquera la forte féminisation de l'équipe organisatrice de ce concours. Cette observation est à relier avec la problématique du *gender gap*, c'est-à-dire du différentiel de 300 millions entre hommes et femmes dans le monde, et du rapport de la Fondation Cherie Blair en collaboration avec l'association mondiale qui représente les acteurs de l'économie du mobile, le GSMA. Il apparaît que les femmes sont 21% moins équipées que les hommes dans les pays en voie de développement : 23% en Afrique, 24% au Moyen Orient et 37% en Asie du Sud⁴². Or certaines études démontrent, par exemple en Inde, que l'accès au téléphone mobile permet une plus grande autonomisation financière et correspondrait à 5 années d'éducation supplémentaire⁴³. C'est un autre secteur de développement de la téléphonie mobile qui est ainsi soutenu par la Secrétaire d'Etat à travers l'initiative du concours *mWomen BOP Apps Challenge* organisé par le GMSA dont le but est de créer des applications spécifiques aux femmes des pays pauvres⁴⁴. Hilary Clinton dans l'annonce de son soutien à ce projet rappelle que « le téléphone mobile est aussi une porte vers l'information et l'éducation. ⁴⁵ » Et de citer les initiatives en matière d'inclusion financière avec le *mBanking*⁴⁶ ou d'éducation à travers le

³⁹ http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/10/21/googling_africa

⁴⁰ Cf notre article, L.Allard et O.Blondeau, « Nouvelles formes de mobilisation et d'innovation politique », juin 2010 : <http://www.internetactu.net/2010/06/10/nouvelles-formes-de-mobilisation-et-dinnovation-politique-le-concours/>

⁴¹ <http://www.blackweb20.com/2010/10/21/ihub-technology-creativity-in-nairobi-kenya/>

⁴² <http://www.gsmworld.com/newsroom/press-releases/2010/4644.htm>

⁴³ Lee Dayoung, "The Impact of Mobile Phones on the Status of Women in India", mai 2009, http://economics.stanford.edu/files/Honors_Theses/Theses_2009/Lee,%20D.%202009.pdf

⁴⁴ <http://mwomen.mobileappchallenge.com/>

⁴⁵ http://blogs.state.gov/sgwi/index.php/site/entry/mwomen_freedom_to_connect

⁴⁶ Cf le travail de la chercheuse Olga Morawczynski sur les rapports homme/femme dans l'usage du service M PESA entre indépendance et contrôle social : http://www.mfu-cbos.gov.sd/html/res/File/Olga%20Morawczynski-M_PESA-Final.pdf

*mLearning*⁴⁷ mais aussi les systèmes de cartographie comme *HarassMap* qui, sur la base du système *Ushahidi*, rapporte des cas de harcèlements sexuels et de violence conjugale en Egypte⁴⁸.

Tout au long de cet article, nous avons égrainé bon nombre de noms de fondations américaines dont l'action philanthropique est tournée vers la technique et plus particulièrement le téléphone mobile. On a également pu noter que c'est souvent par des projets de concours que ces acteurs recrutent et associent de nouveaux partenaires dans les pays en développement. Pour conclure cette présentation de la *smart diplomacy* vue à travers le téléphone portable, il peut être pertinent de comprendre quels sont les ressorts des acteurs économiques qui y sont engagés aux côtés de la Secrétaire d'Etat.

Philanthrocapitalisme et téléphonie mobile : Une rencontre rationalisée entre bonnes affaires et causes humanitaires

Un acteur important dans le monde de la téléphonie mobile aujourd'hui est Bill Gates. Il estime qu'il ne faut pas vendre des ordinateurs dans les pays pauvres mais qu'il y a grand besoin d'utiliser les téléphones portables pour sauver des vies⁴⁹. Et c'est principalement dans le domaine du *mHealth* qu'il intervient. Il a ouvert le dernier sommet mondial sur la question à Washington, aux côtés de Ted Turner, un autre milliardaire engagé sur le terrain de la nouvelle philanthropie⁵⁰. Par l'intermédiaire de concours, ce sont 78 projets qui ont été aidés par la Fondation Bill et Melinda Gates⁵¹ dans le secteur de la santé publique (HIV, Paludisme, Tuberculose, Néonatalité, Contraception...) en direction des pays pauvres. Ces projets mobiles tournent naturellement sous Windows Mobile. En termes de propriété industrielle, cela pose le problème du monopole de la firme créée par Gates, Microsoft⁵². Rappelons que la *Fondation Melinda et Bill Gates* a été créée en 1994. A la fin 2005, la Fondation était dotée d'un capital de 35 milliards de dollars. Elle a plus que doublé ce fond et est devenue l'institution caritative la plus importante grâce au don de 36 milliards de dollars⁵³ que lui a fait le deuxième homme le plus riche au monde, Warren Buffet. La Fondation Gates possède désormais un capital de 66 milliards (2/3 des pays du monde ont un PIB inférieur). Pour bénéficier du régime d'exonération fiscale des fondations aux USA, au moins 5% des avoirs doivent être consacrés à des donations. Restent 95%, qui sont investis dans des activités lucratives et parfois bien peu

⁴⁷ Cf le projet en Afrique du Sud de livres par SMS de Steve Vosloo pour qui le mobile est le Kindle de l'Afrique : <http://kontax.mobi/>

⁴⁸ <http://blog.harassmap.org/>

⁴⁹ <http://mobihealthnews.com/7386/bill-gates-mobiles-not-pcs-for-global-health/>

⁵⁰ <http://kevinclauson.wordpress.com/2010/11/04/two-billionaires-the-white-house-and-the-rockefeller-president/>

⁵¹ Six round ont déjà été organisés dont le dernier *Grand Challenges Explorations* en août 2010 qui avait pour thème : «Create Low-Cost Cell Phone-Based Applications for Priority Global Health Conditions» a liste des projets : <http://www.grandchallenges.org/Explorations/Pages/AllTopics.aspx>

⁵² Cf ici une *timeline* des activités philanthropiques de la Fondation au regard des problématiques de propriété industrielle depuis 2005 : <http://keionline.org/microsoft-timeline>

⁵³ Les deux hommes sont considérés comme les premières personnalités du Top des « penseurs globaux » du magazine *Foreign Policy* en décembre 2010
http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/11/29/the_fp_top_100_global_thinkers?page=0,0

philanthropiques⁵⁴. En 2009, la BMGF a apporté plus de 3 milliards de dollars de subventions et 409 millions de dollars en dépenses d'exploitation, principalement destinées à des projets visant à améliorer la vie des personnes pauvres vivant dans les pays en développement. Dans le domaine de la santé publique, à part le gouvernement des États-Unis lui-même, aucun bailleur de fonds n'est aussi influent que la Fondation Gates⁵⁵.



Carte des projets aidés par la fondation Melinda et Bill Gates
<http://www.grandchallenges.org/Pages/GrantLocations.aspx>

La rencontre en Bill Gates et Warren Buffet a été décrite comme l'avènement du tournant capitaliste de la philanthropie. Matthew Bishop, chef du bureau du journal *The Economist* à New York, a forgé la notion de *philanthrocapitalisme*. Selon l'auteur de l'ouvrage rédigé avec Michael Green, *Philanthrocapitalism : How the Rich Can Save the World*⁵⁶, Buffet et Gates imposent une nouvelle approche de la philanthropie dans leurs actions sociale et humanitaire. Elles sont basées sur un partenariat entre le monde des affaires, les organisations caritatives et les gouvernements. Il s'agit de montrer que l'entreprise peut être « la plus grande force du bien dans le monde » au moment où les états réduisent leurs budgets sociaux et prennent souvent moins de risque que ne peuvent le supporter ces nouvelles organisations philanthropiques. « Donner » pourrait ainsi devenir le plus

⁵⁴Cf le très documenté article notamment sur les activités en matière de brevets de médicaments de Charles Piller, Edmund Sanders et Robin Dixon, « Les investissements bien peu philanthropiques de la Fondation Gates » in *Problèmes économiques* n°2957 : Le capitalisme saisi par la philanthropie, oct.2008, La Documentation Française, pp. 21-25. Voir aussi les Carnets du CAP n°

⁵⁵Chiffres issus du site : <http://keionline.org/microsoft-timeline>

⁵⁶ Bloomsbury Press, 2008. Cf le site consacré à l'ouvrage : <http://www.philanthrocapitalism.net/>

grand levier du changement dans le monde. Mais « donner » de façon stratégique et suivant les modèles d'affaire issus des entreprises. Ainsi ces nouveaux philanthropes doivent être compris comme des investisseurs sociaux au sens propre du terme. Ils se détachent de l'action de charité qui animait les premiers industriels créateurs des fondations étatsuniennes comme Andrew Carnegie ou John D. Rockefeller. On peut citer d'autres exemples de ce philanthrocapitalisme anglo-saxons avec le cas du *Children's Investment Fund, hedge fund* de 5 milliards de livres basé à Londres et créé par un ex financier, qui verse une contribution annuelle à une Fondation dirigée par son épouse, *Children Investment Fund Foundation*. Celle-ci explique comment les actions caritatives de sa fondation sont basées sur « des analyses rigoureuses pour déterminer les investissements les plus stratégiques à long terme.»⁵⁷ Une autre fondation, *l'Absolute Return for Kids* investit dans 25 organisations humanitaires en temps réel grâce à des logiciels, qui permettent d'évaluer les performances des projets, des traitements médicamenteux en Afrique du Sud aux recherches de familles d'accueil pour les orphelins de Roumanie. « Le temps est passé explique Arpad Busson le président de la Fondation, où un riche bienfaiteur signait un gros chèque sans attendre de retour d'informations sur les résultats. On peut rater un objectif mais on a plus le droit de dissimuler cet échec au donateur.»⁵⁸

Ainsi de par la culture des affaires de ces nouveaux philanthrocapitalistes, les technologies sont largement mises à contribution pour scruter les retours sur investissement. A ce stade de notre raisonnement, on peut dire que le téléphone mobile représente un secteur d'investissement mais aussi un bon outil de *reporting* et donc d'*accountability* du don philanthropique. En effet, à travers les rapports SMS envoyés dans les projets de santé publique ou cartographiés dans le cadre de monitoring des élections, les actions soutenues financièrement par ces fondations sont visibles et présentables aux donateurs. Chacun peut voir que le projet est utilisé et combien il est utile. Ainsi, on pourrait dire que le téléphone mobile comme objet technique joue un rôle proche pour le philanthrocapitalisme de celui que jouait le chronomètre pour le taylorisme. Une technisation de l'action humanitaire via les technologies de communication se déploie au moment où la philanthropie se rationalise, où le don charitable devient investissement financier. La part des TIC dans le philanthrocapitalisme représente donc la version mondialisée de l'histoire des techniques au service de la rationalisation, qu'elles soient chronomètre ou téléphone portable. Et ces nouveaux riches de la *Silicon Valley*, ces millionnaires de l'informatique avec leurs firmes comme Microsoft ou eBay, qu'avait décrit Marc Abélès dans son ouvrage de 1992⁵⁹, sont parfois partis en retraite depuis quelques années mais semblent bien décider à conquérir le continent africain et ce par le moyen de communication qui y est le plus populaire, à savoir le téléphone portable.

L'ouvrage de Bishop et Green est basé sur des entretiens non seulement avec Bill Gates mais aussi avec George Soros, Richard Branson, Angelina Jolie, Bono ainsi que Bill Clinton. En visitant le site de présentation de l'ouvrage *Philanthropocapitalism*, on peut lire, tel un bandeau publicitaire, cette citation signée du *Président Bill Clinton* : «This is an important book...We have to transform [the world] into one of shared responsibilities, shared opportunities, and a shared sense of community. Bishop and Green show us how to do it ».

⁵⁷ Ian Wylie, « L'avènement du philanthrocapitalisme » in *Problèmes économiques*, op.cité, p.8.

⁵⁸ Ian Wylie, art.cité, p. 10.

⁵⁹ *Les Nouveaux Riches : un ethnologue dans la Silicon Valley*, Paris, Odile Jacob, 2002

Limites du smart power : quand la technique ne peut pas tout

Revenons à Washington et demandons dans la famille Clinton, Madame le Secrétaire d'Etat. Dans leur mouvement de conquête du continent africain par les généreux donateurs, technophilanthropes en retraite ou fondations d'opérateurs mobile trouvent parfois sur leur route quelques sceptiques face à cette « force du bien. » C'est le cas d'une revue africaine avec un titre évocateur «*Revolution will be not funded* », en écho aux paroles du chanteur Gill Scott Heron qui durant les émeutes de Watts dans la banlieue de Los Angeles de 1965, a chanté cette phrase qui sera déclinée depuis sous des variantes multiples: « *Revolution will be not televised.*⁶⁰ »

Plus près des Etats Unis d'Amérique, au Mexique, la politique diplomatique assistée par le mobile rencontre aussi quelques obstacles. Alec Ross, conseiller *es technologies* de la Secrétaire d'Etat a ainsi échafaudé un projet de lutte contre les narco-trafiquants de Cidade Juarez, ville frontière mexicaine connue pour sa violence notamment envers les femmes, avec l'ambassade des USA à Mexico, le gouvernement mexicain et un opérateur local de téléphonie mobile. Il s'agit d'un numéro d'urgence sécurisé à destination des habitants pour les aider à partager d'éventuelles persécutions dont ils seraient victimes et d'aider à l'arrestation de criminels. Suivant les propres termes du conseiller, il s'agit d'une mission naturelle, « in my role as Senior Advisor for Innovation, I have led a team over the last year to explore how we can use technology to help overcome the challenge of personal security risk in the current emergency line in Juarez. Mobile phone penetration is extremely high in Juarez: approximately 80 percent of the population has a cell phone. We saw an opportunity to draw in the people of Juarez to be part of a positive change in their communities through mobile technology.⁶¹ »

Suite à cette annonce, on pouvait lire sur Twitter certains *tweets* positifs :

Thanks @AlecJRoss @SuzKPH , for the Help in #Juarez, we need it , and appreciate your effort and coming to town ,Yes we Can, yes we will.

Mais une réponse cinglante a été rédigée dans le blog d'un rédacteur résidant de Mexico du réseau *Global Voices*. Le billet déplie les principaux facteurs explicatifs de la violence dans Cidade Juarez, notamment la demande de drogue venant des USA, le chômage, les failles de la justice et les dérives de la police. L'auteur ironise sur l'impact d'un simple texto qui voudrait mettre fin à des fléaux auxquels les USA ne sont pas totalement étrangers⁶². C'est donc une critique radicale des rapports entre technologie, diplomatie et société. De fait les technologies ne peuvent pas régler à elles-seules tous les problèmes. Elles peuvent même parfois s'avérer, en elles-mêmes, un problème. Le retournement par *Wikileaks* des questions de transparence gouvernementale et de surveillance citoyenne l'ont rappelé à la diplomatie américaine au début de l'année 2011. Cependant, les

⁶⁰ «*The revolution will not be funded. The role of donors in the movement for social justice in Africa* » par Hakima Abbas, 2010 :

<http://www.pambazuka.org/en/category/features/68797>

⁶¹ http://blogs.state.gov/index.php/site/entry/technology_juarez/

⁶² <http://el-oso.net/blog/archives/2010/10/24/technology-violence-and-pr-in-juarez/>

problématiques de la liberté d'expression sur internet et de la solidarité des tech-savvy du monde entier, ouvertes par la *smart diplomacy* reste plus que jamais d'actualité avec les dernières révolutions en Egypte et en Tunisie.⁶³

⁶³ Cf notre série de notes sur les usages des anciennes et nouvelles technologies de communication en Egypte et en Tunisie pendant les révolutions de janvier et février 2011 : « Tunisie, Egypte, Libye. Révolutions. Un. Point. C'est tout ! » : <http://www.mobactu.fr>